Candidate sur la 4° circonscription de la Charente-Maritime aux Élections Législatives - 30 Juin & 7 juillet 2024



Les 30 juin et 7 juillet prochains, vous serez appelés à choisir votre député.

J'ai beaucoup réfléchi avec ma famille et mon entourage, et ma conception de la vie politique et de l'engagement

citoyen m'ont conduite à me présenter pour être votre députée.

J'ai toujours eu à cœur d'être une élue active, une élue de terrain et de proximité. Mère de deux enfants, je veux qu'ils puissent vivre dans un pays fier de ses valeurs, de son histoire et à la fois un pays ouvert sur le monde. C'est le combat que je souhaite mener pour eux et pour la jeunesse de France. De part mon activité professionnelle, j'ai pleinement conscience des difficultés du monde économique et donc de vos difficultés. Mon statut d'élue conseillère municipale me permet déjà d'être au service des citoyens.

Par ma candidature, je souhaite vous apporter une alternative qui réponde à vos valeurs républicaines.

L'Assemblée Nationale a été dissoute et vous avez l'opportunité de reprendre la parole pour choisir l'avenir de notre pays.

La France traverse une crise majeure de destabilisation et de désordre. Depuis 2017, Emmanuel MACRON et ses gouvernements successifs ont plongé notre pays dans une situation d'impuissance et de discrédit. Le niveau d'endettement de la France est abyssal. Ils ont l'entière responsabilité de la montée de l'extrême-gauche.

L'insécurité explose. Nos prisons sont surpeuplées et la justice est débordée. Dans le même temps, l'immigration n'est pas maîtrisée et les besoins essentiels que sont l'accès à la santé ou à une éducation de qualité ne sont plus garantis.

L'absence de maîtrise de nos dépenses publiques a abouti à la création de 1000 milliards d'euros de dette supplémentaire. Les salaires ne progressent plus et l'inflation diminue le pouvoir d'achat.

Notre vision pour la France est celle portée par une droite courageuse, républicaine et indépendante.

Nous souhaitons redresser la France, restaurer l'ordre et protéger nos libertés.

Nous devons remettre de l'ordre à nos frontières, de l'ordre dans la rue, de l'ordre dans nos comptes. Nous ferons en sorte de baisser les impôts et de protéger nos retraités, notamment contre la baisse de leurs pensions. Nous aspirons à une meilleure répartition des dépenses publiques permettant d'assurer une qualité supérieure de nos services publics, ce qui est une priorité absolue.

Nous voulons aussi vous rendre de la liberté pour maîtriser votre destin et celui de votre famille. La liberté de produire, grâce à une baisse des impôts sur la production. La liberté de vivre des fruits de votre travail, en faisant en sorte que le travail paie. La liberté de transmettre, en facilitant la transmission ou la donation du patrimoine.

Nos 9 propositions pour redresser la France

- 1. Défendre le pouvoir d'achat et réindustrialiser la France pour retrouver de la prospérité. Nous devons être un pays qui produit et pas seulement qui consomme. L'industrie procure des emplois de qualité. Il faut baisser les charges des entreprises et taxer les importations qui ne respectent pas nos normes. Nous augmenterons les salaires nets en baissant les cotisations sociales salariales. Nous réduirons le prix de l'électricité en relançant notre filière nucléaire et en supprimant certaines taxes sur l'électricité devenues inutiles.
- **Z. Soutenir nos agriculteurs et nos entreprises en luttant contre la bureaucratie pour libérer les Français.**Comme le disait le président Pompidou, il faut « arrêter d'emmerder les français ». Nous ferons en sorte de limiter les lourdeurs administratives. Réduire les normes contraignantes imposées. Il est urgent de protéger la filière du **COGNAC**
- 3. Promouvoir une écologie fondée sur le progrès et respectueuse de notre mode de vie rural. Nous développerons la filière nucléaire qui est une énergie décarbonée. Nous l'avons toujours défendue alors qu'Emmanuel Macron l'a reniée. Nous défendrons nos traditions et ferons confiance aux acteurs de terrain pour préserver la bio diversité et la beauté de nos territoires.
- 4. Mettre de l'ordre dans nos comptes publics et corriger les dérives de notre modèle social.

 Nous voulons ramener le déficit public à la moyenne des pays européens. Nous baisserons les impôts pour vous redonner le pouvoir d'acheter, le pouvoir de produire et le pouvoir de transmettre à vos enfants. Nous serons
 - 5. Réformer en profondeur l'éducation et la santé.

Nous voulons revaloriser le salaire des enseignants et celui du personnel soignant. Il faut donner de l'autonomie et des moyens aux établissements scolaires ainsi qu'au secteur médical. Nous favoriserons l'installation de médecins là où il n'y en a pas. Dans les hôpitaux, nous donnerons la priorité aux soins et pas à la bureaucratie.

6. Mettre en place une vraie politique du logement.

Nous supprimerons l'interdiction de la mise en location des passoires thermiques qui tue le marché locatif et nous protégerons les propriétaires contre les squatteurs. Nous baisserons les impôts sur les revenus locatifs pour remettre des logements sur le marché. Nous favoriserons l'accès à la propriété pour tous les français.

7. Favoriser les familles.

Nous rétablirons l'allocation familiale pour tous et nous permettrons aux français de transmettre le produit d'une vie de travail à leurs enfants et à leurs petits-enfants sans être matraqués fiscalement. Réduire l'imposition injuste sur les transmissions familiales d'entreprises et d'exploitations agricoles.

8. Reprendre en main la sécurité de notre pays.

Nous soutiendrons notre police et nous lui donnerons les moyens d'agir.

intraitables avec les fraudeurs et les profiteurs de notre protection sociale.

La justice des mineurs sera revue de fond en comble. Nous reprendrons le contrôle de nos frontières.

9. Lutter contre l'islam radical.

Nous supprimerons tous les financements aux associations liées de près ou de loin à l'islamisme intégriste. Nous introduirons dans la constitution la règle selon laquelle nul ne peut se prévaloir de sa religion pour ne pas respecter les lois de la république.